

Arrêté permanent N° 2022-074

Arrêté permanent concernant la circulation et le stationnement de plus de 3,5T sur la place de la mairie

Le Maire de PLEUMELEUC,

- Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 - vu l'article L 2211-1 du Code général des collectivités territoriales qui confie au Maire l'exercice des pouvoirs de police ;
 - Vu le Code de la Route annexé aux Ordonnances n° 2000-930 du 22 septembre 2000, n°2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 et notamment ses articles L 411-1, L 411-6 et R 411-1 ;
 - Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière ;
 - Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
 - Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment ses articles 1 et 2 ;
 - Vu le code pénal, notamment son article R 610-5,
- Vu le code de la route et notamment ses articles R417-10 ; R411-25 ; et R325-1 au R325-38

ARRÊTE

Article 1er - La circulation et le stationnement des véhicules de +3,5T sur la voie de circulation devant la mairie ainsi que le stationnement.

Article 2 - Les voies interdites à la circulation des poids lourds peuvent être utilisées par les véhicules de collecte d'ordures ménagères, tri-sélectif, les services municipaux, les véhicules de secours, de police, et des véhicules bénéficiant d'autorisations particulières dans le cadre des livraisons véhicule de la poste, véhicule de travaux, et de déménagements pour la mairie).

Article 3 - Tout arrêté contraire aux présentes dispositions est abrogé

Article 5 - Tout contrevenant aux présentes dispositions fait l'objet d'enlèvement de son véhicule au frais du titulaire de la carte grise

Article 6 Une signalisation est mise en place par les services de la ville de Pleumeleuc

Article 6 - Le Maire de Pleumeleuc et le Chef de Brigade de Gendarmerie de Montfort sur Meu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Pleumeleuc, 27/12/2022

Le Maire

Anne-Sophie PATRU



VOIES et DELAIS de RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage de la présente. Il est également possible de former un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être alors introduit dans le délai de deux mois à compter de la réponse. (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)